

Index AI : PRE01/062/2013
06 February 2013

Tunisie. Il faut ouvrir de toute urgence une enquête sur l'homicide de Chokri Belaïd

L'homicide de Chokri Belaïd, membre de l'opposition politique en Tunisie, devant chez lui mercredi 6 février doit donner lieu à l'ouverture d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale par les autorités tunisiennes, a déclaré Amnesty International.

Chokri Belaïd, figure influente de l'opposition de gauche en Tunisie, a été abattu de plusieurs balles dans le cou et la tête alors qu'il quittait son domicile, à Tunis le matin du 6 février. Il était le secrétaire général du Parti des patriotes démocrates, et critiquait ouvertement le gouvernement. Il condamnait la violence politique et appelait au respect des valeurs démocratiques en Tunisie.

C'est la première fois qu'un tel assassinat a lieu en Tunisie. Personne ne l'a revendiqué pour l'instant.

La mort de Chokri Belaïd survient alors que les clivages entre les différents partis politiques en Tunisie deviennent de plus en plus marqués. Des membres de l'opposition ont affirmé avoir été agressés par des individus et déploré que les autorités n'en fassent pas suffisamment pour les protéger.

Ces derniers mois, plusieurs actes de violence visant des militants politiques, des locaux de partis politiques et des rassemblements ont été observés, notamment lors d'une réunion à laquelle Chokri Belaïd a participé, pas plus tard que samedi 2 février. Il faisait semble-t-il l'objet de menaces.

« Il ne faut pas que les autorités tunisiennes s'imaginent qu'elles peuvent condamner cet homicide puis passer à autre chose. Seule une enquête totalement indépendante et transparente peut aider à élucider les circonstances du meurtre de Chokri Belaïd. Il faut, aujourd'hui plus que jamais, que justice soit rendue et que cela soit manifeste », a souligné Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« Deux ans après que le président Ben Ali ait été forcé à quitter le pouvoir, les Tunisiens sont de plus en plus méfiants à l'égard des institutions qui sont censées protéger les droits humains, et ils ne se satisferont pas d'une parodie d'enquête. »

« Cet homicide choquant doit agir comme un signal d'alarme pour les autorités. Il est de leur responsabilité de protéger de la violence toutes les personnes, y compris celles qui critiquent le gouvernement ou Ennahda, le parti au pouvoir. Aucun groupe, quelles que soient ses affiliations, ne peut être au-dessus des lois. »

Amnesty International a fait état de sa vive préoccupation à propos du manque d'indépendance de la justice et de la nécessaire réforme du secteur de la sécurité.

Quand la nouvelle de la mort de Chokri Belaïd s'est répandue, des milliers de personnes ont défilé en Tunisie afin de faire part de leur émotion et de condamner cet acte. Amnesty International demande aux

forces de sécurité tunisiennes de s'abstenir de recourir à une force injustifiée ou excessive, et de veiller à ce que chacun puisse exprimer pacifiquement et librement ses opinions.

Quatre partis d'opposition auraient appelé à une grève générale pour jeudi 7 février et demandé la suspension de leur participation à l'Assemblée nationale constituante.